

## Chapitre 2

# Tendances récentes du financement des PME et des entrepreneurs

*Le présent chapitre s'attache à analyser l'évolution du financement des PME et de l'entrepreneuriat entre 2007 et 2011, à partir des données recueillies dans le cadre des Tableaux de bord par pays et des informations fournies par les enquêtes sur la demande. Un panorama rapide de l'environnement des entreprises et des perspectives économiques à l'échelle mondiale dresse le cadre nécessaire à l'analyse des tendances et conditions du crédit aux PME, en s'intéressant notamment aux évolutions qu'ont connues les pays participants entre 2010 et 2011. Ces éléments nouveaux sont comparés aux tendances qui se sont dégagées au cours de la crise et pendant les premières étapes du redressement. L'année 2007, antérieure à la crise, est utilisée comme point de référence. Le chapitre s'achève sur une présentation des tendances qui ont émergé en 2012 et propose une synthèse de l'action menée par les pouvoirs publics pour améliorer l'accès des PME et des entrepreneurs à des financements.*

## 1. Introduction

Le présent chapitre illustre, dans le cadre des perspectives macroéconomiques mondiales, les tendances qui se sont dégagées en matière d'accès des PME et des entrepreneurs au financement au cours de la période 2007-11 dans 25 pays. Cette période recouvre la plus grave crise économique et financière (2008-09) qu'ait connue le monde depuis plusieurs décennies et une période de redressement (2010) qui a enregistré une perte de vitesse en 2011 dans tous les pays du Tableau de bord sauf quatre. L'année 2007 est utilisée comme point de référence à partir duquel sont mesurées les tendances pour l'ensemble de la période étudiée. Le chapitre privilégie en particulier les évolutions du financement des PME en 2010-11 et présente un certain nombre de tendances nouvelles et de perspectives pour la période 2012-13.

L'analyse repose sur les indicateurs de base du Tableau de bord qui abordent des questions précises en matière de financement des PME et des entrepreneurs au niveau national. La plupart des indicateurs sont fondés sur des données relatives à l'offre fournies par des établissements financiers. Ces données sont complétées par des enquêtes sur la demande menées à l'échelle nationale et régionale afin de proposer une vue d'ensemble de l'évolution des tendances et des besoins de financement<sup>1</sup>.

Des données temporelles cohérentes par pays permettent d'analyser les tendances nationales dans les pays participants. Dans le présent chapitre, la comparaison des tendances permet de discerner les différentes conditions du financement des PME d'un pays à l'autre. L'analyse portant sur l'évolution des variables, plutôt que sur des niveaux absolus, permet de faire face aux principales limites de la comparabilité internationale des indicateurs de base, qui sont liées à des différences de définition et de pratiques déclaratives. En ce qui concerne la comparaison internationale des indicateurs, il est nécessaire de faire preuve de circonspection et prendre en compte le fait que des statistiques de flux comme de stocks ont été utilisées pour calculer certains indicateurs.

## 2. Environnement des entreprises et contexte macroéconomique

La crise économique et financière de 2008-09 a été la plus grave depuis plusieurs décennies et a eu des répercussions notables sur l'environnement des entreprises et du financement dans un grand nombre de pays de l'OCDE (OCDE, 2012a). Le PIB a accusé une contraction de 3.6 % dans l'ensemble de la zone OCDE en 2009, et de 4.3 % dans la zone euro. La reprise de 2010 a été inégale et dans de nombreux cas le redressement économique s'est interrompu au deuxième trimestre 2011. Comme l'illustre le tableau 2.1, la reprise s'est essouffée en 2010-11 dans de nombreux pays de l'OCDE et du Tableau de bord. Le taux de croissance du PIB s'est ralenti aux États-Unis, où il est passé de 2.4 % en 2010 à 1.8 % en 2011. Il en a été de même dans la zone euro, où la reprise de 2010 a été moins marquée, et où le taux de croissance est passé de 1.9 % à 1.5 %. Néanmoins, le taux de croissance varie considérablement d'un pays européen à l'autre. Tandis que certains pays comme la Suède (3.9 %), la Finlande (2.7 %) et la République slovaque (3.2 %)

Tableau 2.1. **Croissance du PIB réel dans les pays du Tableau de bord, 2007-11 (%)**

	2007	2008	2009	2010	2011
Canada	2.1	1.1	-2.8	3.2	2.6
Chili	5.2	3.1	-0.9	6.1	5.9
Corée	5.1	2.3	0.3	6.3	3.6
Danemark	1.6	-0.8	-5.7	1.6	1.1
Espagne	3.5	0.9	-3.7	-0.3	0.4
États-Unis	1.9	-0.3	-3.1	2.4	1.8
Finlande	5.3	0.3	-8.5	3.3	2.7
France	2.2	-0.2	-3.1	1.6	1.7
Hongrie	0.1	0.9	-6.8	1.3	1.6
Irlande	5.4	-2.1	-5.5	-0.8	1.4
Italie	1.5	-1.2	-5.5	1.8	0.6
Norvège	2.7	0.0	-1.7	0.7	1.4
Nouvelle-Zélande	3.4	-0.6	-0.2	0.9	0.5
Pays-Bas	3.9	1.8	-3.7	1.6	1.1
Portugal	2.4	0.0	-2.9	1.4	-1.7
République slovaque	10.5	5.8	-4.9	4.4	3.2
République tchèque	5.7	3.1	-4.5	2.5	1.9
Royaume-Uni	3.6	-1.0	-4.0	1.8	0.9
Russie	8.5	5.2	-7.8	4.3	4.3
Serbie	5.4	3.8	-3.5	1.0	1.8
Slovénie	7.0	3.4	-7.8	1.2	0.6
Suède	3.4	-0.8	-5.0	6.3	3.9
Suisse	3.8	2.2	-1.9	3.0	1.9
Thaïlande	5.0	2.5	-2.3	7.8	0.1
Turquie	4.7	0.7	-4.8	9.2	8.5
<b>Zone euro</b>	<b>3.0</b>	<b>0.3</b>	<b>-4.3</b>	<b>1.9</b>	<b>1.5</b>
<b>Zone OCDE</b>	<b>2.8</b>	<b>0.2</b>	<b>-3.6</b>	<b>3.0</b>	<b>1.8</b>

Source : OCDE (2012c), *Indicateurs du développement dans le monde*.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933061352>

enregistraient une croissance soutenue, les pays du sud de l'Europe, comme l'Italie (0.6 %) et l'Espagne (0.4 %), ont affiché une croissance beaucoup plus lente, voire une croissance négative du PIB (comme au Portugal avec -1.7 %). Par ailleurs, on continue d'observer un rythme de croissance plus élevé dans d'autres pays, dont la Turquie (8.5 %), le Chili (5.9 %) et la Russie (4.3 %).

En 2011, les tensions inflationnistes, quoique en progression, sont restées faibles. L'inflation moyenne enregistrée dans les pays de l'OCDE s'est élevée à 2.5 % en 2011, contre 1.9 % en 2010. Au sein de l'Union européenne, l'augmentation des prix à la consommation a atteint 3.3 % en 2011, contre 1.8 % l'année précédente (OCDE, 2012b).

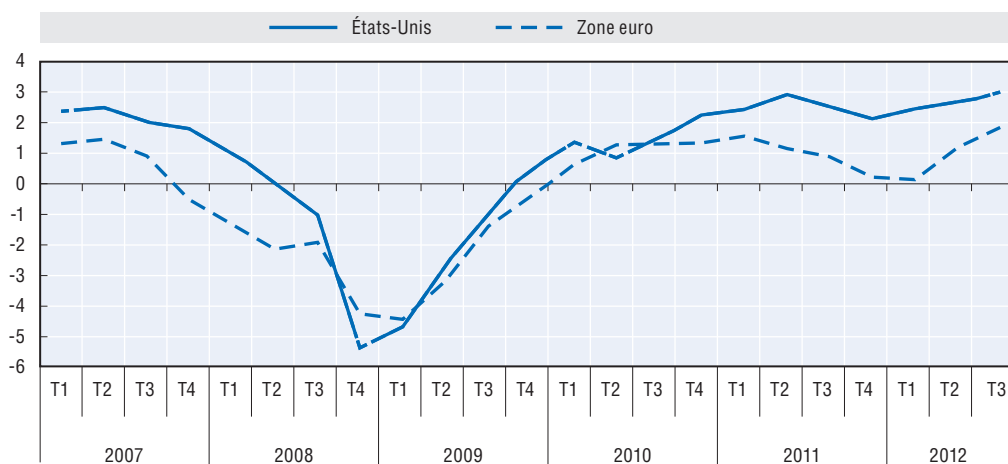
Les ménages et les entreprises cherchant à assainir leurs comptes, la demande est toutefois restée faible dans l'ensemble. Le chômage s'est maintenu à un taux toujours élevé dans certains pays et a continué d'augmenter dans d'autres. Par ailleurs, l'effet d'entraînement lié à un apport de liquidités et de financements supplémentaires au secteur bancaire a suivi son cours et, dans la plupart des pays, l'orientation des politiques budgétaires s'est avérée moins expansionniste en 2010-11. Les inquiétudes concernant la crise de la dette souveraine et ses retentissements potentiels sur un secteur bancaire fragilisé se sont accentuées, contribuant ainsi à une plus grande réticence des marchés à prendre des risques, tout en décourageant le crédit bancaire.

### Conditions financières

En 2010-11, l'évolution générale des conditions financières a fortement varié d'un pays à l'autre. Des inquiétudes concernant la viabilité de la dette publique se sont traduites par une augmentation du rendement des obligations du secteur public en 2011. Les pays qui ont eu recours à l'aide de l'Union européenne et du FMI, comme l'Irlande et le Portugal, ont pour leur part vu leur écart de rendement se creuser en 2011, malgré un soutien financier et une importante consolidation budgétaire. Dans plusieurs autres pays européens, notamment en Italie et en Espagne, l'augmentation des rendements des obligations d'État a contribué à un nouveau resserrement des conditions du crédit pour le secteur privé dans son ensemble. Cela étant, des pays comme les États-Unis ou certains pays du nord de l'Europe ont vu la pression exercée sur les obligations d'État se relâcher et les conditions de crédit s'assouplir (OCDE, 2011, 2012b).


Comme l'illustre le graphique 2.1, une forte incertitude caractérise encore l'environnement financier en 2011, avec des fluctuations non négligeables d'un trimestre à l'autre et une tendance générale stable quant à la reprise observée entre 2009 et 2010 (OCDE, 2012c).

Graphique 2.1. **Indices de conditions financières dans la zone euro et aux États-Unis, 2007-12**



Note : L'indice est calculé sur la base du taux d'échange réel, du taux d'intérêt réel, de la richesse des ménages, des rendements obligataires et des conditions de crédit. Cette dernière mesure prend en compte les réponses aux enquêtes qui signalent un durcissement des conditions du crédit bancaire. Aux États-Unis et dans la zone euro, ces enquêtes s'adressaient aux banques. Une hausse (ou contraction) unitaire enregistrée par l'indice suppose une détente (ou un durcissement) des conditions financières qui permet de produire une augmentation (diminution) moyenne du niveau de PIB de 0.5 % à 1 % au bout de quatre à six trimestres. Voir Guichard et al. (2009) pour plus d'informations. Estimation fondée sur les informations disponibles jusqu'au 15 novembre 2012.

Source : OCDE (2012c).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933060136>

En réponse à la crise financière et économique et aux turbulences qui agitent les marchés de capitaux, la Réserve fédérale des États-Unis et la Banque centrale européenne ont mené une politique monétaire expansionniste qui n'a que peu évolué en 2011. Afin de soutenir le secteur bancaire, des fonds supplémentaires ont été mis à disposition, à hauteur de 700 milliards USD aux États-Unis. En Europe, la BCE a introduit en décembre 2011 une opération de refinancement à long terme (LTRO) d'une durée de trois ans qui a permis l'injection de liquidités (489 milliards EUR) à un faible taux d'intérêt, destinées aux

banques de la zone euro qui ont pu utiliser les bons du Trésor comme garanties sur prêts. Une deuxième opération LTRO d'un montant de 530 milliards EUR a été effectuée en février 2012. Malgré cette détente à long terme des conditions monétaires, les établissements financiers ont tout de même rencontré des difficultés pour convertir cet accroissement des flux de liquidités en octroi de crédits au secteur privé.

En 2012, on observe une amélioration des indicateurs agrégés relatifs aux conditions des marchés de capitaux aux États-Unis et dans la zone euro. Cette tendance générale masque toutefois les différences non négligeables qui existent entre les membres de l'Union européenne, les pays vulnérables de la zone euro étant confrontés à des difficultés financières tandis que d'autres pays connaissent de meilleures conditions (OCDE, 2012c).

### 3. Prêts aux PME en 2010-11

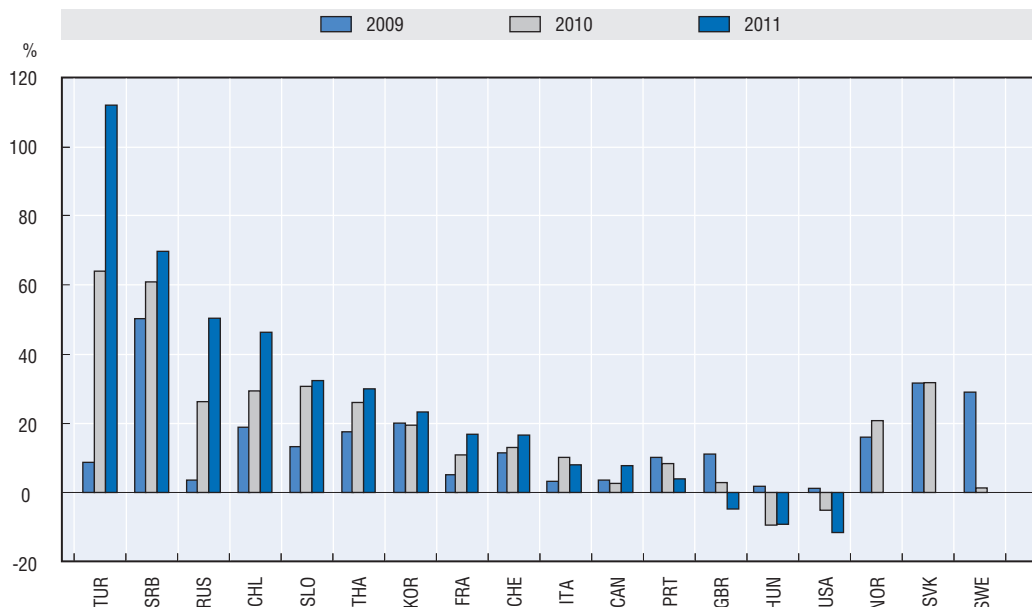
#### Prêts aux entreprises, prêts aux PME et part des prêts aux PME

Les indicateurs du Tableau de bord témoignent du caractère incertain ou lent de la reprise sur la période 2010-11, bien que comme pour l'évolution macroéconomique, les résultats varient considérablement d'un pays à l'autre.

L'encours des prêts aux PME (stocks) a augmenté entre 2010 et 2011 dans la majorité des pays du Tableau de bord, mais diminué dans quatre pays, à savoir les États-Unis, l'Italie, le Portugal et le Royaume-Uni. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, cette diminution a prolongé une tendance négative qui s'est traduite par le fait que le portefeuille de prêts aux PME était plus faible en 2011 qu'avant la crise (graphique 2.2). En Italie, les prêts aux


Graphique 2.2. **Tendances des prêts aux PME, 2007-11**

Par rapport à 2007, en pourcentage (2007 = 0)



Note : Les définitions varient d'un pays à l'autre. Voir le tableau des définitions dans chaque profil par pays au chapitre 4. Les données relatives aux prêts aux PME en 2011 ne sont pas disponibles pour la Norvège, la République slovaque et la Suède. Ne sont pas inclus les pays dont les données sont des statistiques de flux (Danemark, Espagne, Finlande, Pays-Bas). Pour la Russie, l'année de base est l'année 2008. Pour l'Irlande, les données n'étaient pas disponibles pour la période 2007-09. L'indicateur utilisé n'est pas disponible pour la Nouvelle-Zélande.

Source : Tableaux de bord nationaux.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933060155>

PME ont connu une croissance négative pour la première fois en 2011, faisant suite à une augmentation non négligeable de ces prêts au cours des deux années précédentes (tableau 2.2). Il en va de même au Portugal où, malgré une tendance négative depuis 2010, le portefeuille de prêts aux PME reste supérieur au niveau antérieur à la crise.


Tableau 2.2. **Croissance des prêts aux PME, 2007-11**

Progression annuelle, en pourcentage

	2008	2009	2010	2011
<b>Encours des prêts aux PME (stocks)</b>				
Canada	-0.1	3.7	-0.9	5.0
Chili	11.3	6.9	8.8	13.1
Corée	14.4	5.0	-0.5	3.2
États-Unis	3.6	-2.3	-6.2	-6.8
France	4.8	0.3	5.4	5.4
Hongrie	10.3	-7.6	-11.1	0.3
Irlande	n. d.	n. d.	n. d.	0.9
Italie	2.1	1.2	6.6	-1.9
Norvège	25.7	-7.7	4.2	n. d.
Portugal	9.2	0.9	-1.6	-4.0
République slovaque	32.4	-0.5	0.1	n. d.
Royaume-Uni	7.9	3.0	-7.4	-7.4
Russie	n. d.	3.7	21.9	19.1
Serbie	47.0	2.3	7.1	5.5
Slovénie	16.6	-2.9	15.4	1.3
Suède	7.2	20.4	-21.4	n. d.
Suisse	5.9	5.3	1.3	3.2
Thaïlande	9.5	7.4	7.2	3.1
Turquie	10.6	-1.6	50.7	29.3
<b>Nouveaux prêts aux PME (flux)</b>				
Danemark	-13.7	-19.2	22.9	-2.4
Espagne	-9.5	-26.3	-20.0	-17.2
Finlande	2.6	-16.3	-16.5	-4.8
Pays-Bas	-5.0	-24.2	5.1	17.6
République tchèque	-14.3	-15.0	-14.8	3.6

Note : Les définitions diffèrent selon les pays. Voir le tableau des définitions dans chaque profil par pays au chapitre 4. Dix-neuf pays ont signalé des encours de prêts aux PME (stocks) ; cinq pays ont signalé de nouveaux prêts aux PME (flux). L'indicateur utilisé n'est pas disponible pour la Nouvelle-Zélande.

Source : Tableaux de bord nationaux.

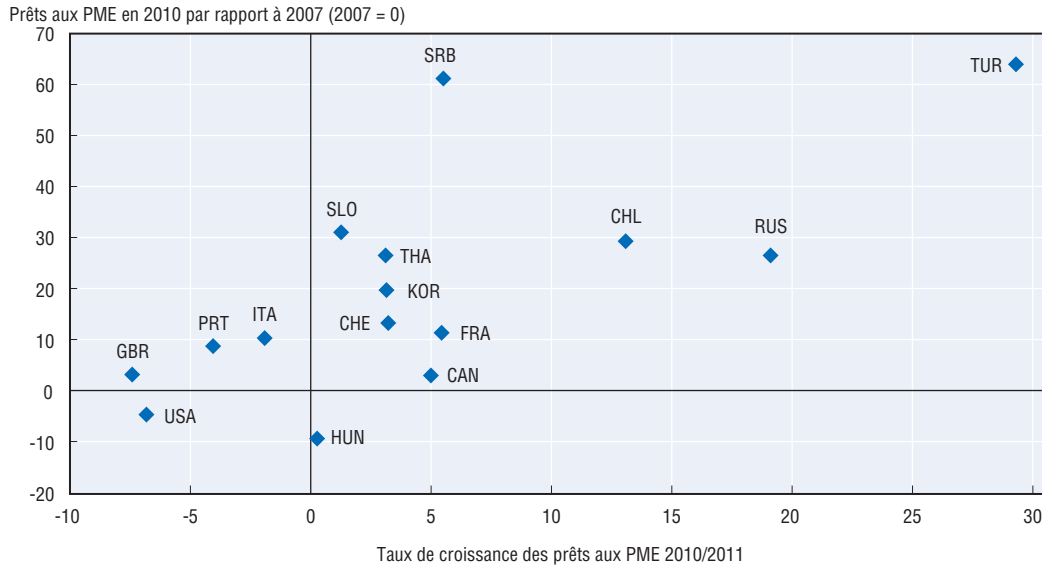
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933061371>

À l'inverse, le financement des entreprises s'est caractérisé par une croissance des prêts aux PME, certes différente d'un pays à l'autre, mais néanmoins constante au Chili, en Corée, en France, en Russie, en Serbie, en Slovénie, en Suisse et en Turquie. La Turquie a enregistré l'expansion la plus forte des prêts aux PME sur la période 2010-11, dans un contexte d'expansion globale du crédit aux entreprises.


Le graphique 2.3 examine la conformité des scénarios de croissance sur la période considérée en comparant le rythme de croissance de l'encours des prêts aux PME en 2010-11, selon la tendance enregistrée en 2007-10, telle qu'elle a été mesurée par le rapport entre les prêts octroyés aux PME en 2010 et les niveaux enregistrés en 2007. Ce graphique fait apparaître un certain degré de cohérence des tendances. Il fait ressortir l'existence d'une relation positive entre les deux indicateurs, ce qui laisse supposer que la croissance des

### Graphique 2.3. Scénarios de croissance de l'encours des prêts aux PME, 2007-11

En pourcentage



Note : Les définitions diffèrent selon les pays. Voir le tableau des définitions dans chaque profil par pays au chapitre 4. Les données relatives aux prêts octroyés aux PME en 2011 ne sont pas disponibles pour la Norvège, la République slovaque et la Suède. Ne sont pas inclus les pays dont les données sont des statistiques de flux (Danemark, Espagne, Finlande, Pays-Bas, République tchèque). Pour la Russie, l'année de base est l'année 2008. Pour l'Irlande, les données n'étaient pas disponibles pour la période 2007-09. L'indicateur utilisé n'est pas disponible pour la Nouvelle-Zélande. Source : Tableaux de bord nationaux.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933060174>

prêts aux PME est plus forte d'une part dans les pays qui avaient retrouvé en 2010 le niveau d'octroi de prêts aux PME de 2007, et d'autre part dans les pays qui n'avaient pas été aussi sévèrement touchés par la contraction du crédit en 2008-09. À l'inverse, les pays dans lesquels les effets de la crise se faisaient encore ressentir en 2010 ont enregistré en 2011 des taux de croissance des prêts aux PME plus faibles, voire le plus souvent négatifs.

Dans les pays qui tiennent un relevé des évolutions des flux plutôt que des stocks, la volatilité a été plus marquée et de forts taux de croissance négatifs ont été courants sur la période 2008-10 (tableau 2.2). En Espagne, le nombre de nouveaux prêts octroyés aux PME a considérablement diminué d'année en année depuis 2007. En ce qui concerne toutefois la République tchèque, la tendance s'est inversée et une croissance positive a été enregistrée en 2011, tandis qu'aux Pays-Bas, le redressement des flux de financement amorcé en 2010 s'est renforcé en 2011.

#### Part des prêts aux PME

Les chiffres relatifs à la part de l'encours des prêts aux PME – c'est-à-dire la part des prêts aux PME sur l'ensemble des prêts octroyés aux entreprises – ont permis de définir les indicateurs ci-dessus sur le crédit aux PME dans le contexte des conditions générales de financement des entreprises dans les pays participant au Tableau de bord. Comme le montre le tableau 2.3, sur la période 2007-11, la part des prêts aux PME n'a augmenté que dans quatre pays, et a diminué dans neuf pays. Il en a même été ainsi dans les pays où la croissance des prêts aux PME a été positive, comme en Corée, en Russie et en Turquie, soulignant ainsi la croissance plus rapide de l'ensemble des prêts aux entreprises.

**Tableau 2.3. Part des prêts aux PME dans le total des prêts aux entreprises, 2007-11**

En pourcentage de l'ensemble des prêts aux entreprises

	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Encours des prêts aux PME (stocks)</b>					
Canada	17.4	15.6	17.9	17.5	17.5
Chili	16.7	15.2	17.5	18.2	17.4
Corée	86.8	82.6	83.5	81.5	77.7
États-Unis	30.1	27.7	27.6	29.0	26.5
France	20.7	20.4	20.2	20.6	20.9
Hongrie	62.4	60.6	60.0	54.5	54.4
Irlande	n. d.	n. d.	n. d.	63.9	67.8
Italie	18.8	17.9	18.3	19.0	18.3
Norvège	42.9	43.7	40.4	41.0	n. d.
Portugal	78.3	77.7	77.4	77.3	76.8
République slovaque	65.7	77.1	79.4	79.4	n. d.
Royaume-Uni	20.2	18.0	20.8	21.0	20.6
Russie	0.0	19.9	21.3	23.7	22.5
Serbie	21.3	23.4	23.7	25.0	26.1
Slovénie	49.1	48.2	47.0	51.8	54.3
Suède	88.9	88.5	92.4	91.1	n. d.
Suisse	81.4	81.3	80.3	80.1	79.0
Thaïlande	28.1	26.6	26.9	38.4	36.8
Turquie	40.1	33.8	31.7	35.6	35.5
<b>Nouveaux prêts aux PME (flux)</b>					
Danemark	12.3	9.1	9.0	11.2	11.7
Espagne	39.8	38.4	30.3	31.6	33.0
Finlande	27.1	21.9	19.6	15.3	21.1
République tchèque	24.6	19.3	18.8	17.0	18.1

Note : Les définitions diffèrent selon les pays. Voir le tableau des définitions dans chaque profil par pays au chapitre 4. L'indicateur n'est pas disponible pour la Nouvelle-Zélande et les Pays-Bas.

Source : Tableaux de bord nationaux.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933061390>

Il est un point acquis que les PME sont davantage tributaires du financement par l'emprunt que les entreprises de plus grande taille, qui peuvent se tourner vers d'autres formes de financement, en lançant par exemple une émission publique de titres de participation et d'emprunt<sup>2</sup>. Le nombre restreint de sources de financement généralement disponibles pour les PME les rend plus vulnérables à l'évolution des conditions sur les marchés du crédit. Voilà pourquoi une baisse de la part des prêts aux PME peut s'avérer particulièrement inquiétante si elle indique que les marchés du crédit n'attribuent qu'une part relativement faible des financements aux PME. Toutefois, l'indicateur retenu ici reflète également les tendances relatives aux possibilités et aux stratégies de financement des entreprises de plus grande taille. Ainsi, une augmentation de la part des prêts aux PME peut se produire alors que le nombre de prêts octroyés enregistre une baisse généralisée, indiquant alors que les plus grandes entreprises ont recours à d'autres formes de financement, ce qui donne aux PME un meilleur accès au financement par l'emprunt. C'est cette situation qui a été observée au Royaume-Uni, où la légère augmentation de la part des prêts aux PME sur la période considérée n'indique pas un meilleur accès au crédit, puisque le volume global des prêts a diminué.

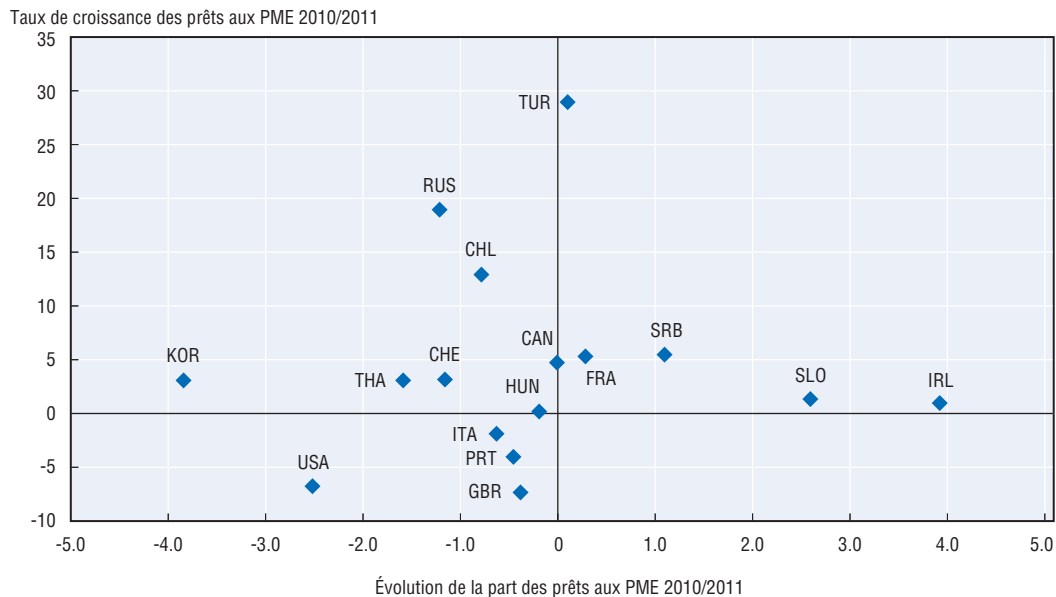


De même, une baisse de la part des prêts aux PME peut survenir dans des contextes financiers assez différents. Ainsi en Russie, dans un contexte d'expansion globale de l'activité de crédit, les prêts consentis aux PME ont augmenté de 19 %, mais la part qu'ils représentent dans l'ensemble des prêts aux entreprises a accusé une baisse de 1.2 % sur la période 2010-11. Cela s'explique par le fait que les grandes entreprises ont touché une part plus importante des nouvelles ressources.

Le graphique 2.4 illustre ce phénomène en représentant l'évolution de la part des prêts aux PME par rapport à leur rythme de croissance et révèle une relation négative entre les deux indicateurs sur la période 2010-11. En d'autres termes, dans les pays qui ont enregistré un gonflement du volume des prêts aux PME, l'augmentation des prêts consentis aux grandes entreprises a été encore plus marquée. Dans quatre pays (États-Unis, Italie, Portugal, Royaume-Uni), la contraction des prêts octroyés aux PME enregistrée en 2011 correspond également à une diminution de la part des prêts aux PME.


Graphique 2.4. **Tendances concernant la part des prêts aux PME, 2010-11**

En pourcentages



Note : Les définitions diffèrent selon les pays. Voir le tableau des définitions dans chaque profil par pays au chapitre 4. Ne sont pas inclus les pays dont les données sont des statistiques de flux (Danemark, Espagne, Finlande, Pays-Bas, République tchèque). Les données relatives aux prêts aux PME en 2011 ne sont pas disponibles pour la Norvège, la République slovaque et la Suède. L'indicateur utilisé n'est pas disponible pour la Nouvelle-Zélande.

Source : Tableaux de bord nationaux.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933060193>

## 4. Conditions du crédit aux PME

### Coûts du crédit

Entre 2007 et 2010, les PME ont été confrontées dans la plupart des pays à des conditions de crédit moins favorables que celles appliquées aux grandes entreprises, ce qui s'est traduit par des taux d'intérêt plus élevés, un raccourcissement des échéances et des exigences accrues en matière de sûreté (OCDE, 2012a). Après avoir connu une légère

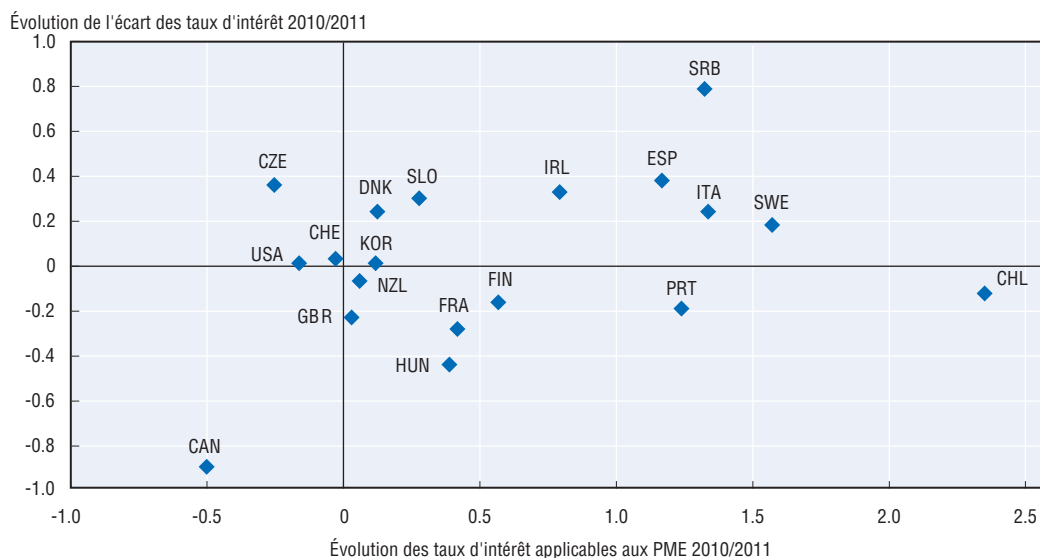
amélioration en 2010, les conditions du crédit se sont durcies dans la majorité des pays en 2011, peut-être du fait de la plus forte sensibilisation des établissements de crédit aux risques associés aux prêts.

En 2011, le coût du crédit aux PME a connu une tendance à la hausse dans la majorité des pays, comme le démontre l'augmentation des taux d'intérêt nominaux appliqués aux PME<sup>3</sup>. Parmi les 22 pays qui ont communiqué des informations sur les taux d'intérêt des PME, seuls le Canada et la République tchèque ont enregistré une légère baisse. Dans la zone euro, les tendances en matière de taux d'intérêt nominaux ont mis en évidence les tensions relatives à la dette souveraine qui se sont aggravées fin 2011, car les taux d'intérêt applicables à la dette publique servent généralement de seuil inférieur de référence pour établir le coût du financement des autres secteurs.

L'augmentation des taux nominaux a été couplée à une hausse significative de l'écart de taux d'intérêt entre les PME et les grandes entreprises dans 12 pays, ce qui laisse à penser que les prêts aux PME étaient considérés comme plus risqués par les prêteurs. Cela étant, au sein de la zone euro, la comparaison internationale ne permet pas de dégager des caractéristiques communes du fait que dans plusieurs pays, l'augmentation du taux d'intérêt applicable aux PME s'est accompagnée d'une réduction de l'écart avec celui des grandes entreprises (graphique 2.5).

Graphique 2.5. **Évolution des taux nominaux applicables aux PME et des écarts de taux d'intérêt**

En pourcentage



Note : Les définitions diffèrent selon les pays. Voir le tableau des définitions dans chaque profil par pays au chapitre 4. Les données relatives à l'écart des taux d'intérêt ne sont pas disponibles pour les Pays-Bas (2011), la République slovaque (2007-11) et la Thaïlande (2010). Pour la Norvège, la Russie et la Turquie, les données relatives aux taux d'intérêt applicables aux PME ne sont pas disponibles.

Source : Tableaux de bord nationaux.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933060212>

La tendance générale au renchérissement du coût du crédit s'est accompagnée d'une augmentation des garanties exigées, qui restent sensiblement plus importantes qu'en 2007. Dans certains cas, ces exigences ont encore augmenté en 2010-11. Notons tout de même que les données relatives aux sûretés sont difficiles à obtenir, et qu'il s'agit d'un

domaine dans lequel des améliorations déclaratives s'imposent afin de mieux évaluer l'évolution des conditions de financement des PME.

### **Données issues d'enquêtes auprès des entreprises relatives aux conditions du crédit**

Les informations obtenues sur la demande viennent compléter les données relatives à l'offre présentées dans le Tableau de bord. L'enquête semestrielle de la BCE sur l'accès des PME à des financements<sup>4</sup> montre notamment que, dans la zone euro, le solde des PME rapportant une détérioration de la disponibilité de prêts bancaires a plus que doublé en 2011, passant de 9 % au second semestre de 2010 à 20 % au second semestre de 2011. Cela dénotait malgré tout une amélioration par rapport au solde net de 33 % enregistré pendant la crise (1<sup>er</sup> semestre de 2009) (OCDE, 2012a). De même, le solde net des entreprises ayant déclaré que les banques étaient moins prêtes à octroyer des prêts a augmenté de 23 % au second semestre de 2011, contre 16 % en 2010, rapprochant ainsi cet indicateur de son niveau le plus élevé en temps de crise (25 % au second semestre de 2009) (tableau 2.4). La perception négative de la propension des établissements bancaires à accorder des prêts peut également s'expliquer par une hausse des sûretés exigées. Un relèvement des taux d'intérêt a également été signalé pour l'année 2010 et s'est poursuivi en 2011. Ces tendances sont conformes aux données du Tableau de bord relatives à l'offre.


**Tableau 2.4. Enquête de la BCE sur l'accès des PME à des financements, 2010-11**

En pourcentage de l'ensemble des PME couvertes par l'enquête

Catégories	S1 2010	S2 2010	S1 2011	S2 2011
<b>Disponibilité du crédit</b>				
En baisse (nette)	12	9	14	20
<b>Propension à accorder des prêts</b>				
En baisse (nette)	16	16	20	23
<b>Demandes de prêt</b>	24	25	22	25
Octroi du montant demandé	63	66	63	62
Refus	11	11	10	13
<b>Taux d'intérêt</b>				
En hausse (nette)	17	44	54	42
<b>Sûretés demandées</b>				
En hausse (nette)	43	48	49	50

Note : Le pourcentage net correspond ou bien à l'écart entre le pourcentage d'entreprises faisant état d'une amélioration et le pourcentage d'entreprises faisant état d'une détérioration du facteur pris en compte, ou bien à la différence entre le pourcentage d'entreprises faisant état d'une augmentation et le pourcentage d'entreprises faisant état d'une diminution.

Source : BCE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933061409>

Parallèlement, le sentiment d'avoir assisté à un resserrement des conditions de crédit n'a pas entraîné de modification des comportements d'emprunt, et la part des PME ayant demandé un prêt est restée stable. Le nombre de répondants faisant état d'une augmentation de la proportion de refus a augmenté de 2 % sur la période concernée et la part de prêts octroyés dans leur totalité a accusé une légère baisse.

## **5. Apports de fonds propres**

Le financement par apport de fonds propres a été durement touché par la crise financière. Une forte baisse du capital-risque et des capitaux de croissance a été observée entre 2008 et 2009. En 2010, le financement par apport de fonds propres n'avait pas retrouvé

son niveau de 2007, et ce malgré une tendance économique globalement positive (OCDE, 2012a). On compte, parmi les pays qui ont enregistré les taux de croissance les plus forts en matière de capital-risque, le Danemark (+80 %), la Hongrie (+62 %), les Pays-Bas (+56 %) et le Canada (+30 %). Une forte baisse a au contraire été observée au Portugal (-80 %), en Nouvelle-Zélande (-61 %), en Suisse (-37 %), en Suède (-25 %) et en Irlande (-11 %).

Dans la moitié des pays qui figurent dans le Tableau de bord, le niveau d'investissement en fonds propres est resté bien en-deçà de celui d'avant la crise (2007) et avoisinait en moyenne 5 % du financement total. L'environnement économique incertain semble donc toujours exercer un effet négatif sur le financement par apport de fonds propres (tableau 2.5). Notons tout de même que les tendances de l'investissement de capital-risque sont difficiles à analyser parce que les données sont très volatiles. Ainsi, un gros dossier peut entraîner de la volatilité dans les pays où le marché n'est pas très développé. Qui plus est, pour la plupart des pays, les données sont disponibles pour le capital-risque et les capitaux de croissance investis dans *l'ensemble des entreprises*, sans que la taille de celles-ci soit prise en compte. Il est intéressant de souligner qu'en 2011, une croissance non négligeable des volumes a été enregistrée dans certains pays qui recueillent des données portant spécifiquement sur les PME, comme l'Italie (+65 %), la Turquie (+33%) et la Russie (+20 %).

**Tableau 2.5. Investissements de capital-risque et de capitaux de croissance, 2007-11**

Par rapport à 2007 (2007 = 1) et pourcentages

	2007	2008	2009	2010	2011	Taux de croissance (en %) 2010/2011
Canada	1.00	0.72	0.50	0.56	0.72	30.0
Chili	1.00	0.99	0.86	n. d.	n. d.	n. d.
Corée	1.00	0.73	0.87	1.10	1.27	15.6
Danemark	1.00	0.93	0.44	0.35	0.63	80.5
Espagne <sup>1, 2</sup>	n. d.	1.00	1.08	1.08	n. d.	n. d.
États-Unis	1.00	0.94	0.63	0.73	0.92	26.3
Finlande	1.00	0.76	0.48	0.76	0.63	-16.9
France	1.00	1.21	1.20	1.47	1.78	21.3
Hongrie	1.00	3.49	0.18	1.77	2.86	62.0
Irlande <sup>1</sup>	1.00	1.08	1.28	1.37	1.21	-11.5
Italie <sup>1</sup>	1.00	1.54	0.99	0.98	1.61	65.3
Norvège	1.00	0.74	0.37	0.76	n. d.	n. d.
Nouvelle-Zélande	1.00	0.81	0.42	1.15	0.45	-61.2
Pays-Bas	1.00	1.18	0.77	0.73	1.15	56.5
Portugal <sup>1</sup>	1.00	0.88	0.39	0.58	0.12	-80.0
République slovaque <sup>1</sup>	1.00	1.14	2.06	1.63	1.64	0.9
République tchèque	1.00	2.19	1.84	1.40	n. d.	n. d.
Royaume-Uni <sup>2</sup>	n. d.	1.00	0.63	0.82	0.83	1.8
Russie <sup>1, 2</sup>	n. d.	1.00	1.06	1.17	1.40	19.6
Serbie	1.00	21.67	n. d.	220.13	n. d.	n. d.
Suède	1.00	1.46	0.75	0.67	0.50	-25.3
Suisse	1.00	1.03	0.91	1.12	0.70	-36.9
Turquie <sup>1</sup>	1.00	0.52	0.44	1.13	1.49	32.6

Note : Les définitions diffèrent selon le pays. Voir le tableau des définitions dans chaque profil par pays au chapitre 4. L'indicateur n'est pas disponible pour la Slovaquie et la Thaïlande.

1. PME uniquement.

2. L'année de base est l'année 2008.

Source : Tableaux de bord nationaux.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933061428>

## 6. Retards de paiement et faillites

Les statistiques sur les retards de paiement et les faillites mettent en évidence les difficultés rencontrées pour maintenir la trésorerie, du fait de l'affaiblissement de la reprise et du resserrement du marché du crédit, comme le montre la baisse de la part des prêts consentis aux PME et la hausse des taux d'intérêts et des exigences en matière de sûreté. Les retards de paiement demeuraient élevés ou se sont accrues dans 10 des 15 pays qui ont pu communiquer des données. En 2011, les faillites étaient toujours à la hausse dans certains pays, atteignant des niveaux supérieurs à ceux enregistrés au plus fort de la crise en 2009 (Espagne, Italie, République slovaque, République tchèque, Serbie, Suisse). Seuls le Canada, le Chili, la Corée et la Nouvelle-Zélande ont enregistré moins de faillites en 2011 qu'en 2007.

Par rapport à 2010, les faillites de 2011 ont montré une tendance haussière dans la moitié des pays (tableau 2.6). Les données temporelles relatives aux faillites permettent certes d'indiquer peu ou prou la situation de la trésorerie des entreprises, mais les différences dans les procédures de faillite qui existent d'un pays à l'autre font que les entreprises insolubles ne sont pas déclarées en faillite dans le même délai.

**Tableau 2.6. Tendances en matière de faillites, 2007-11**

Par rapport à 2007 (2007 = 1) et pourcentages

		2007	2008	2009	2010	2011	Taux de croissance (en %) 2010/2011
Canada	Par 1 000 entreprises	1.00	1.00	0.94	0.71	0.65	-9.1
Chili	toutes entreprises	1.00	1.05	1.21	0.94	0.93	-0.7
Corée	toutes entreprises	1.00	1.19	0.87	0.68	0.59	-13.4
Danemark	toutes entreprises	1.00	1.54	2.38	2.69	2.28	-15.4
Espagne	PME uniquement	1.00	2.83	4.92	4.64	5.16	11.3
États-Unis	toutes entreprises	1.00	1.54	2.15	1.99	1.69	-15.1
Finlande	% d'entreprises <sup>3</sup>	1.00	1.11	1.33	1.11	1.22	10.0
France	PME uniquement	1.00	1.08	1.23	1.18	1.16	-1.0
Hongrie	par 10 000 entreprises	1.00	1.10	1.39	1.52	1.83	20.4
Irlande	toutes entreprises	1.00	1.25	1.89	1.90	2.13	12.1
Italie	toutes entreprises	1.00	1.22	1.53	1.83	1.97	7.8
Norvège	PME uniquement	1.00	1.41	2.07	1.71	1.72	0.4
Nouvelle-Zélande	toutes entreprises	1.00	1.02	1.24	1.10	0.99	-10.4
Pays-Bas <sup>2</sup>	PME uniquement	n. d.	n. d.	1.00	0.89	0.88	-0.8
Portugal	toutes entreprises	1.00	1.35	1.46	1.57	1.82	16.0
République slovaque	toutes entreprises	1.00	1.49	1.63	2.04	2.45	20.3
République tchèque <sup>1</sup>	toutes entreprises	n. d.	1.00	2.57	3.02	3.45	14.3
Royaume-Uni	toutes entreprises	1.00	1.23	1.51	1.32	1.40	5.7
Russie <sup>1</sup>	toutes entreprises	n. d.	1.00	1.11	1.15	0.92	-20.1
Serbie	toutes entreprises	1.00	1.05	1.21	1.39	1.54	11.3
Suède	toutes entreprises	1.00	1.09	1.32	1.26	1.25	-0.6
Suisse	toutes entreprises	1.00	0.98	1.21	1.45	1.54	6.5
Turquie	toutes entreprises	1.00	0.90	0.96	1.31	1.38	5.9

Note : Les définitions diffèrent selon le pays. Voir le tableau des définitions dans chaque profil par pays au chapitre 4. L'indicateur n'est pas disponible pour la Slovaquie et la Thaïlande.

1. L'année de base est l'année 2008.

2. L'année de base est l'année 2009.

3. Pourcentage des entreprises en procédure de faillite.

Source : Tableaux de bord nationaux.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933061447>

## 7. Résumé et perspectives

À la suite d'une crise majeure en 2008-09 et d'une reprise disparate en 2010, les conditions d'accès à des financements restaient difficiles pour les PME et les entrepreneurs en 2011 dans la plupart des pays. Seul un pays du Tableau de bord a connu une évolution positive en 2011 pour la majorité des indicateurs de base. En effet, au Canada, les prêts aux PME ont augmenté tandis que leur part dans le total des prêts aux entreprises était stable ; les conditions de crédit se sont améliorées, le capital-risque s'est redressé et le nombre de faillites a continué de reculer. Onze autres pays ont connu une amélioration en matière de prêts aux PME, mais aussi une détérioration des conditions du crédit (Chili, Corée, France, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Russie, Suède, Suisse, Thaïlande, Turquie). Quant aux pays restants, ils ont enregistré une reprise modeste ou n'ont pas connu de reprise, et la plupart de leurs indicateurs de base ont reculé (Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, Irlande, Italie, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Serbie, Slovénie).

La présente édition du Tableau de bord repose avant tout sur une analyse de données allant jusqu'en 2011, mais lorsque l'on se tourne vers l'avenir, certains éléments indiquent que l'état de l'offre et de la demande de crédit concernant les PME s'est dégradé en 2012, et va poursuivre dans cette voie.

La crise des dettes souveraines qui a touché de nombreux pays européens devrait se traduire par une dégradation prolongée du volume de crédit octroyé par les établissements bancaires en 2012-13, augmentant ainsi encore davantage les contraintes de crédit pour les petites entreprises de ces pays. Le tableau 2.7 présente, pour certains pays européens du Tableau de bord, l'exposition des banques aux dettes souveraines, mesurée comme étant la proportion de bons du Trésor détenus par rapport à la composante dure (Tier 1) des fonds propres. L'exposition des banques à la dette souveraine de leur propre pays varie de 161 % (Italie) à 42 % (Irlande), mais l'exposition aux dettes souveraines d'autres pays est assez limitée (Blundell-Wignall, 2012). Les banques qui détiennent des bons du Trésor de pays fortement endettés rencontrent des difficultés de refinancement sur le marché. Elles pourraient par conséquent voir leur position de bilan se dégrader davantage, également en raison du contexte récessif et de l'apparition de pertes de crédit, ce qui réduirait leur capacité à fournir des crédits au secteur privé.

**Tableau 2.7. Exposition des banques aux dettes souveraines de six pays**

En pourcentage de la composante dure des fonds propres (Tier 1), par pays

Exposition à la dette souveraine						
	De l'Espagne	De la France	De la Grèce	De l'Irlande	De l'Italie	Du Portugal
Espagne	152	*	*	*	5	3
France	3	49	4	1	18	2
Irlande	*	*	*	42	*	*
Italie	4	*	2	*	161	*
Pays-Bas	2	29	*	*	*	1
Portugal	*	*	6	3	6	130
Royaume-Uni	1	9	*	*	*	1
Slovénie	*	19	*	1	*	*
Suède	*	5	*	*	*	*

\* = moins de 1 %.

Source : Blundell-Wignall (2012).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933061466>

La mise en œuvre des exigences de Bâle III devrait également avoir un impact significatif sur les prêts aux PME et sur leurs conditions de crédit. L'OCDE (2012a) a notamment examiné les répercussions d'une augmentation rapide et non progressive des exigences de fonds propres, le fameux *gold-plating*, qui pourrait inciter les banques à réduire la taille de leur bilan au lieu de mobiliser des capitaux, ce qui aurait pour conséquence de freiner la croissance des prêts, en particulier aux PME<sup>5</sup>. Les *Rapports sur la stabilité financière dans le monde* du FMI de 2012 indiquent que les banques européennes ont poursuivi leur processus de désendettement en 2011, et soulignent qu'une réduction massive des actifs bancaires pourrait se traduire par une crise du crédit (FMI, 2012a, 2012b).

De surcroît, les réformes de Bâle III sont susceptibles d'influer sur l'utilisation des instruments de garantie du crédit selon la nature des institutions de garantie (voir chapitre 3). Les garanties de crédit sont utilisées dans de nombreux pays comme outil de prédilection pour combler le déficit de financement des PME ; il sera donc important de suivre ces évolutions en renforçant et en affinant les indicateurs qui enregistrent l'accès aux garanties proposé par des mécanismes publics ou privés.

Il sera essentiel de continuer à surveiller ces conditions au moyen des indicateurs du Tableau de bord. Il importera également d'améliorer le suivi des entreprises afin d'évaluer dans quelle mesure l'adaptation rapide des prêteurs aux nouvelles exigences influe sur les conditions du crédit et sur le comportement des emprunteurs. À cet égard, la tendance à la baisse de la demande de prêts devrait perdurer. Dans la zone euro, selon l'enquête de la BCE sur la distribution du crédit bancaire datant d'octobre 2012, la demande de crédit des entreprises a continué de se contracter au troisième trimestre 2012, les demandes relatives à des fusions-acquisitions, aux stocks et aux fonds de roulement ayant alimenté le plus gros de cette contraction<sup>6</sup>.

## 8. Mesures prises par les pouvoirs publics en 2010-11

Face à la crise financière mondiale et à ses effets sur le financement des PME, les pouvoirs publics ont recouru à toute une panoplie d'instruments. La mesure prise le plus fréquemment a concerné les programmes de garantie d'emprunts, qui se sont beaucoup développés sur la période 2007-11. À l'exception de l'Irlande et de la Nouvelle-Zélande, tous les pays du Tableau de bord ont eu un programme de garantie d'emprunts qui a pu être ajusté pendant la crise, que ce soit au niveau du montant total du fonds de garantie, de la part du prêt garantie par le programme ou encore du nombre et du type d'entreprises éligibles. Qui plus est, de nouveaux éléments ont été ajoutés à ces programmes et de nouveaux instruments ont été créés en dehors de leur champ traditionnel<sup>7</sup>. D'autres instruments publics avaient pour objectif d'améliorer le financement des PME, comme les prêts directs, les microprêts, les garanties pour les exportations et le soutien aux investissements de capital-investissement (fonds propres) sous forme de cofinancement ou de crédit d'impôt pour les investisseurs.

Le tableau 2.8 présente le large éventail des mesures prises dans les pays du Tableau de bord. Ces mesures sont assorties de coûts différents pour le budget de l'État, certaines s'accompagnant de coûts considérables (prêts directs de l'État et prêts garantis par l'État), d'autres n'ayant pas d'incidence (objectifs fixés aux banques en matière de financement des PME), et d'autres encore ayant un coût négatif (taux d'intérêt négatifs sur les dépôts des banques à la banque centrale). Ces mesures impliquent également différents degrés d'implication des organismes publics.

**Tableau 2.8. Mesures prises par les pouvoirs publics pour améliorer l'accès des PME aux financements**

2007-11

Mesures	Pays
Augmentation du montant des garanties de l'État ou de la proportion (en %) du prêt prise en garantie, nombre d'entreprises éligibles, prêts contracycliques	Canada, Chili, Corée, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, République slovaque, Slovaquie, Suisse, Thaïlande, Royaume-Uni
Garanties spéciales et prêts aux jeunes entreprises à fort potentiel	Canada, Danemark, Pays-Bas
Augmentation des garanties de l'État pour les exportations	Canada, Danemark, Espagne, Finlande, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse
Cofinancement de l'État/ <b>Cofinancement des fonds de pension</b>	Suède, Irlande, Danemark
Augmentation des prêts directs aux PME	Canada, Chili, Corée, Espagne, Hongrie, Serbie, Slovaquie
Taux d'intérêt réduits	Espagne, Hongrie, Portugal, Royaume-Uni, Russie, Turquie
Capital-risque et apports de fonds propres, garanties	Canada, Chili, Danemark, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Pays-Bas, Royaume-Uni
Conseil aux entreprises, services de conseil	Danemark, Finlande, Nouvelle-Zélande, Suède
Exonérations fiscales, reports	Espagne, France, Irlande, Italie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni
Médiation/révision/code de conduite du crédit	Espagne, France, Irlande, Nouvelle-Zélande
<b>Objectifs de prêts aux PME fixés aux banques, taux d'intérêt négatifs sur les dépôts auprès de la banque centrale</b>	Irlande, Danemark
<b>Financement des banques auprès de la banque centrale en fonction de leur taux débiteur net</b>	Royaume-Uni

Note : Le gras indique de nouvelles mesures mises en œuvre en 2011.

Source : Tableaux de bord nationaux.

Les tendances des mesures prises par les pouvoirs publics en 2010-11 reflètent les forces et les faiblesses de la reprise au niveau national. Dans les pays où la reprise s'est essoufflée et a laissé place à une augmentation du nombre de faillites, nombre de ces programmes ont été étendus ou renforcés.

Certains pays ont adopté des programmes reposant sur des modèles en place ailleurs, tandis que d'autres ont mis sur pied de nouvelles formes de soutien public. Au fil du temps, les pays commencent donc à réagir différemment à la crise. Ainsi, en 2011, l'Irlande a fixé aux banques des objectifs d'octroi de prêts et un code de conduite relatif au crédit aux PME. Un programme de garantie des prêts a également été mis en place en octobre 2012. La Russie et la Turquie se sont pour leur part lancées dans la bonification de taux d'intérêt qui étaient généralement nettement plus élevés que dans les autres pays du Tableau de bord. La Russie a proposé des financements à faible taux d'intérêt destinés à l'innovation et à la modernisation. La Turquie a créé des programmes de soutien aux taux d'intérêt pour venir en aide aux entreprises pendant la crise financière, mais aussi pour faciliter les investissements des entreprises de haute technologie dans des machines et équipements neufs<sup>8</sup>.

Parmi les nouveaux programmes, le Danemark a récemment instauré des taux d'intérêt négatifs sur les fonds excédentaires déposés à la banque centrale afin d'encourager les banques à accorder des prêts. Cette mesure ne coûte rien au contribuable ; bien au contraire, elle permet d'amasser des fonds. La Banque centrale européenne envisage elle aussi d'avoir recours aux taux négatifs pour inciter les banques à prêter davantage. Le Royaume-Uni a quant à lui adopté une autre approche pour permettre d'encourager l'octroi de prêts dans son programme *Funding for Lending* (« Financer pour prêter »). Les banques ont accès à des liquidités à des taux inférieurs à ceux du marché, qui dépendent de leur taux débiteur net.



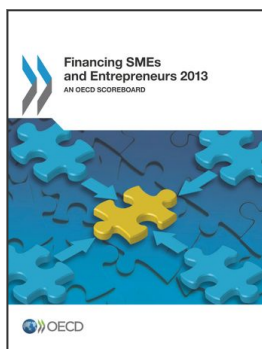
Il importe d'améliorer l'aptitude des décideurs à assurer le suivi du cadre de l'action publique et à évaluer l'efficacité des mesures mises en œuvre pour soutenir le financement des PME. Le Tableau de bord s'efforce d'harmoniser la collecte de données relatives aux programmes gouvernementaux qui visent à favoriser l'accès des PME à des financements (voir annexe C).

### Notes

1. Voir au chapitre 1 et à l'annexe A une présentation détaillée des indicateurs de base et des sources de données.
2. Notons toutefois que le recours à des instruments financiers autres que l'emprunt (comme l'affacturage, le crédit-bail ou les financements de type « mezzanine ») a également augmenté pour les PME au cours des dernières années.
3. Les taux applicables aux PME sont définis de façon différente d'un pays de l'échantillon à l'autre, en fonction de la définition des prêts aux PME. Voir détails méthodologiques au chapitre 4.
4. L'enquête de la BCE sur l'accès des PME au financement est réalisée chaque semestre afin de déterminer l'évolution des conditions de financement des entreprises dans la zone euro. Cette enquête a été réalisée régulièrement depuis le premier semestre 2009. Des questions essentielles sont posées, comme : la disponibilité des prêts bancaires s'est-elle détériorée et les banques sont-elles moins prêtes à octroyer des crédits ? Quelle a été l'issue des demandes de prêt (satisfaites ou rejetées) ? Les taux d'intérêt et les sûretés demandées ont-ils augmenté ou diminué ? Par ailleurs, une enquête mise au point par la BCE et la Commission européenne est réalisée tous les deux ans dans tous les États membres de l'UE et plusieurs autres pays.
5. En donnant aux banques jusqu'à juin 2012 pour porter leur ratio de fonds propres « durs » à 9 %, après avoir évalué au prix du marché les bons du Trésor détenus, les exigences de Bâle III et les décisions prises lors du Conseil européen et du Sommet de la zone euro d'octobre 2011 ont engendré une forte pression internationale. Selon l'Autorité bancaire européenne, les besoins en recapitalisation se chiffrent à 106 milliards EUR.
6. Voir [www.ecb.europa.eu/stats/money/surveys/lend/](http://www.ecb.europa.eu/stats/money/surveys/lend/) (en anglais uniquement).
7. Voir chapitre 3.
8. Plus de 400 000 entreprises ont bénéficié des programmes turcs de soutien aux taux d'intérêt.

### Références

- Blundell-Wignall, A. (2012), « Solving the Financial and Sovereign Debt Crisis in Europe », *OECD Journal: Financial Market Trends*, vol. 2011, n° 2, OCDE, Paris.
- FMI (2012a), *Global Financial Stability Report. The Quest for Lasting Stability*, Fonds monétaire international, Washington, DC.
- FMI (2012b), *Global Financial Stability Report. Restoring Confidence and Progressing on Reforms*, Fonds monétaire international, Washington, DC.
- Guichard, S., D. Haugh et D. Turner (2009) « Quantifying the Effect of Financial Conditions in the Euro Area, Japan, United Kingdom and United States », *Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 677.
- OCDE (2011), *Perspectives économiques de l'OCDE*, mai, OCDE, Paris.
- OCDE (2012a), *Le financement des PME et des entrepreneurs 2012 : Tableau de bord de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2012b), *Perspectives économiques de l'OCDE*, mai, OCDE, Paris.
- OCDE (2012c), *Perspectives économiques de l'OCDE*, novembre, OCDE, Paris.



Extrait de :  
**Financing SMEs and Entrepreneurs 2013**  
An OECD Scoreboard

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/fin\\_sme\\_ent-2013-en](https://doi.org/10.1787/fin_sme_ent-2013-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2014), « Tendances récentes du financement des PME et des entrepreneurs », dans *Financing SMEs and Entrepreneurs 2013 : An OECD Scoreboard*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264190573-4-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.